

**AVIS À MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT
Recrutement d'un Consultant individuel**

Projet:	Programme de résilience du système Alimentaire en Afrique de l'Ouest
Source de financement:	Association Internationale pour le Développement (Banque Mondiale)
N° Accord:	IDA-D923
Méthode de sélection:	Selection de Consultants individuels
Référence de la sélection:	ARAA/FRSP/2024/SCI/09
Objet :	Recrutement d'un Expert en partenariat public-privé pour le développement du marché régional des engrais (Expert PPP)
Date de publication	26 avril 2024
Date de limite :	27 mai à 17H : 00 GMT

1. Contexte et justification

La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) bénéficie, aux côtés du CILSS, du CORAF et de sept (7) de ses pays membres (Burkina, Ghana, Mali, Niger, Sierra Leone, Tchad et Togo), d'un appui technique et financier du Groupe de la Banque mondiale en vue d'accroître la préparation contre l'insécurité alimentaire et améliorer la résilience des acteurs du système alimentaire, des paysages prioritaires et des chaînes de valeur à travers le programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA/FSRP). Ce programme s'inscrit dans les initiatives de lutte contre des risques de changement climatique et de catastrophe à court et à long terme. Par conséquent, il traduit l'opérationnalisation de la politique agricole régionale de la CEDEAO (ECOWAP), en s'appuyant sur les institutions, organismes et acteurs régionaux dont les compétences sont avérées et l'accompagnement des États dans l'élaboration et la mise en œuvre des cycles de plans nationaux d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN) issus du processus du Programme détaillé de développement agricole en Afrique (PDDAA).

2. Bref aperçu du programme

Le FSRP est organisé autour de cinq composantes : (i) le renforcement des services de conseil numérique pour la prévention et la gestion des crises agricoles et alimentaires régionales ; (ii) la durabilité et la capacité d'adaptation de la base productive du système alimentaire ; (iii) l'intégration des marchés alimentaires régionaux et le commerce ; (iv) une composante d'intervention d'urgence (CERC) ; et (v) la gestion du programme. La CEDEAO a la charge de coordonner les composantes 3 et 5 du programme.

3. Contexte de la politique et règlement du secteur des engrais dans la CEDEAO.

L'agriculture africaine de façon générale et celle des États de l'Afrique de l'Ouest en particulier, souffrent d'une faible utilisation des engrais par les producteurs. Cette lacune tient à plusieurs facteurs. D'une part, la production locale d'intrants est très limitée, ce qui rend le secteur agricole dépendant des importations, dont les prix connaissent une forte volatilité. D'autre part, les acheteurs – États, acteurs privés de l'agribusiness, coopératives ou encore petits paysans – disposent d'un budget contraint, tout en faisant face à des écueils logistiques (réseaux de distribution) qui compliquent l'accès aux produits.

Ces contraintes n'ont pas permis à l'Afrique d'exploiter l'énorme potentiel de son secteur agricole et de produire suffisamment d'aliments pour nourrir sa population et relever les défis de la sécurité alimentaire et de la nutrition. C'est dans l'optique d'améliorer la situation que le Sommet africain des engrais a été organisé à Abuja au Nigéria en juin 2006. La Déclaration d'Abuja avait recommandé des efforts pour augmenter les niveaux d'utilisation d'engrais en Afrique de 8 kg/ha à au moins 50 kg/ha en 2015.

A la suite de ce sommet, les Commissions de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), ainsi que le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) ont signé un accord tripartite pour la mise en œuvre de réglementations harmonisées sur les intrants agricoles (semences, pesticides et engrais). Ainsi, un règlement harmonisé C/REG.13/12/12 relatif au contrôle de la qualité des engrais a été adopté par le Conseil des Ministres de la CEDEAO en décembre 2012. Ensuite, un Règlement d'exécution ecw/pec/ir/05/12/16 relatif aux attributions, à l'organisation et au fonctionnement du Comité ouest africain de contrôle des engrais (COACE) a été signé par le Président de la Commission de la CEDEAO en décembre 2016.

Le COACE a pour mission d'accompagner les pays (15 États membres, Tchad et Mauritanie) et les acteurs régionaux pour la mise en œuvre de la réglementation harmonisée sur les engrais. Il bénéficie en cela de l'appui du Centre international pour le développement des engrais (IFDC). Ainsi, neuf (9) pays ont déjà mis en place leur comité national de contrôle de la qualité des engrais.

Cependant, malgré toutes ces initiatives et les avancées enregistrées depuis le Sommet d'Abuja, force est de constater que la productivité et la production agricoles restent toujours insuffisantes en Afrique de l'Ouest. L'utilisation des engrais est encore à des niveaux bas - en moyenne 20 kg par an et par hectare - très éloignés des objectifs adoptés de 50 kg de nutriments par hectare. Le corollaire est le recours important aux importations de denrées alimentaires, l'augmentation continue depuis 2010 de la frange des populations touchées par l'insécurité alimentaire et la faim, tout cela dans un contexte d'insécurité croissante, de dérèglements climatiques et de baisse de la fertilité des sols.

La fragilité du secteur des engrais en Afrique de l'Ouest a été mise à nue avec la guerre Russie-Ukraine au début de 2022. En effet, ces deux pays sont d'importants fournisseurs mondiaux d'engrais et de matières premières servant à leur fabrication et leur conflit a crispé le marché, engendrant flambée des prix et pénuries en Afrique de l'Ouest.

Ce contexte a expliqué la mobilisation générale au niveau régional, sous l'égide de la CEDEAO et de la Banque mondiale qui ont organisé une table ronde de haut niveau sur les engrais et la santé des sols en Afrique de l'Ouest et au Sahel les 30 et 31 mai 2023 à Lomé. Deux résultats importants sont

issus de cette rencontre : i) la Déclaration de Lomé qui met en exergue les engagements clés des États membres pour améliorer la santé et la fertilité des sols et renforcer la résilience des agriculteurs et des systèmes de production face aux changements climatiques et à d'autres chocs exogènes et ii) une feuille de route.

Cette déclaration et la feuille de route ont été adoptées par les Ministres et les Chefs d'Etats et endossées par le Conseil des ministres de la CEDEAO lors de sa quatre-vingt-dixième session ordinaire tenue les 6 et 7 juillet 2023 à Bissau, en République de Guinée-Bissau.

La feuille de route s'inscrit dans le cadre du nouveau Plan d'Action pour les Engrais et la Santé des sols en Afrique, afin de proposer un cadre opérationnel pour la région, basé sur l'identification d'actions prioritaires pour permettre aux différents partenaires d'y situer leurs prochaines contributions au sein d'une stratégie bien articulée.

Les douze (12) actions prioritaires définies à l'issue du processus de consultations, sont spécifiques à la région et doivent permettre d'orienter de manière pratique les engagements futurs des différents partenaires au sein d'un cadre cohérent.

Pour opérationnaliser la Déclaration de Lomé sur les engrais et la santé des sols et sa feuille de route, la CEDEAO envisage de procéder au recrutement d'un Expert en Partenariat Public Privé (PPP) pour le développement du marché régional des engrais. Cet expert doit appuyer les États pour qu'ils soient en mesure de négocier des accords, de les superviser et de les gérer efficacement. Il sera pris en charge sur le financement de la Banque Mondiale dédié à la mise en œuvre du Programme de Résilience du système Alimentaire en Afrique de l'Ouest.

4. Fonctions/Responsabilités

Placé sous l'autorité du Directeur de l'Agriculture et du Développement Rural de la CEDEAO, l'expert travaillera en étroite collaboration avec l'IFDC, le Secrétariat permanent du COACE et l'Expert en sauvegarde environnementale du FSRP. Il sera chargé de :

- Renforcer les capacités des autorités publiques des pays ciblés, parties prenantes au processus PPP pour acquérir des connaissances techniques et organisationnelles, nécessaires pour mieux gérer le montage des dossiers PPP dans le domaine des engrais ;
- En partenariat avec l'expert en politique, appuyer, les actions de modification ou de renforcement du cadre politique et réglementaire afin de créer un environnement plus favorable au développement de toute forme de partenariat public privé ;
- Accompagner les pays dans le processus PPP, notamment dans l'analyse préalable, la contractualisation et la mise en œuvre des projets de construction d'infrastructures de production, d'entreposage, de transport et de commercialisation d'engrais ;
- Établir et entretenir des relations avec les organisations du secteur privé de l'industrie des engrais ainsi qu'avec les organisations de producteurs, dans les pays cibles ;
- Collaborer avec les institutions financières, les bailleurs de fonds et les fondations pour concevoir des modèles de financement qui répondent aux besoins des distributeurs et des

négociants en produits agricoles dans le secteur des engrais, en tirant partie des partenariats existants pour la durabilité ;

- Diffuser régulièrement des études de marché et des opportunités d'investissement dans le secteur des engrais auprès des parties prenantes, en coordination avec les acteurs existants de l'industrie ;
- Initier et gérer des partenariats public-privé (PPP) pour développer la production d'engrais et améliorer l'approvisionnement en cet intrant, en partenariat avec les parties prenantes.

5. Principaux livrables attendus de l'expert

- Au moins sept (7) dossiers PPP sont préparés ;
- Au moins quatre (4) protocoles d'accord ou de négociation sont signés entre les États et le secteur privé ;
- Une plateforme d'information sur le marché, les opportunités d'investissements, sur les PPP aboutis est mise en place ;
- Au moins trois (3) ateliers régionaux de renforcement de capacités sur le PPP sont conduits.

6. Qualifications, expériences et compétences

- Être titulaire d'un diplôme de formation supérieure (Bac+5) en droit public et/ou en droit des affaires, en gestion des entreprises, en commerce international, en finance internationale ou tout autre diplôme équivalent ;
- Avoir une expérience confirmée d'au moins huit ans dans le conseil en transactions, la conduite ou l'assistance à des gouvernements, des autorités contractantes ou des entités privées en matière de montage juridique de projets PPP ;
- Avoir réalisé au moins trois (3) missions dans l'élaboration de textes juridiques et/ou la mise en œuvre d'un projet PPP ;
- Disposer d'une bonne connaissance du secteur agricole, du secteur des engrais et de ses acteurs ainsi que des politiques agricoles en Afrique de l'Ouest ;
- Avoir travaillé dans une institution régionale en Afrique de l'Ouest (CEDEAO, UEMOA, CILSS, CORAF, etc.) est un atout ;
- Parler couramment l'une des trois langues de la CEDEAO à savoir le français, l'anglais ou le Portugais et avoir une bonne connaissance de l'une des deux autres.

7. Conditions générales

7.1- Lieu et durée de la mission

Le poste est à temps plein et l'expert sera basé à la Direction de l'Agriculture et du Développement Rural à Abuja, Nigéria. La durée de la mission est celle restante pour le programme FSRP qui est de 5 ans à compter de janvier 2021, date de démarrage. Pendant cette durée, un contrat d'un an renouvelable sur une évaluation semestrielle puis annuelle des performances satisfaisantes, sera conclu avec le consultant retenu.

7.2- Dossier de candidature

Le dossier de candidature comprend :

- une lettre de manifestation d'intérêt, adressé au Directeur Exécutif de l'ARAA, incluant le délai de disponibilité.
- un curriculum vitae récent détaillant l'expérience professionnelle et les missions similaires.
- Trois références professionnelles (nom complet, fonctions actuelles et précédentes, téléphone et adresse électronique).
- Copie conforme du diplôme le plus élevé.
- Copies des certificats, d'attestations de travail ou tout autre document pouvant justifier l'expérience du consultant, telles que mentionnée dans le curriculum vitae.

7.3. Soumission des candidatures

Les manifestations d'intérêts doivent être soumises au plus tard le **27 mai 2024, à 17 H : 00 GMT** par le biais d'un téléchargement sur Dropbox <https://www.dropbox.com/request/BITqkwi7pzG95xAxpF3u>

Le dossier de candidature doit se présenter sous la forme d'un fichier PDF unique.

L'ARAA se réserve le droit de ne pas prendre en considération les candidatures qui ne respectent pas les conditions de soumission susmentionnées.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires en écrivant aux adresses électroniques suivantes : procurement@araa.org cc : ctienon@araa.org, lbarnabo@araa.org, mnakorba@araa.org, avec l'objet « **SCI 09-Expert PPP** ».

7.4-Méthode de sélection

Le processus de sélection se déroulera en deux phases :

- **Phase d'analyse des CV** : à l'issue de cette phase, les candidats seront classés par ordre de mérite sur la base des notes obtenues à l'évaluation des CV. Seuls les premiers candidats (es) (entre 3 et 5) ayant été présélectionnés (es) après l'évaluation des CV et qui ont obtenu la note minimale de qualification de 75 sur 100, seront contactés pour la phase d'interview ;
- **Phase d'interview** : les candidats présélectionnés seront interviewés individuellement par un panel constitué par les membres d'un comité d'évaluation. Le meilleur candidat à l'issue de l'interview ayant obtenue sera retenu pour les négociations d'un contrat.

NB : Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. L'ARAA se réserve le droit de ne pas donner suite à cet appel à candidatures.

P.O le Directeur Exécutif,

Mohamed ZONGO

Chef Division Administration et Finances